

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS70527
28019 Chartres

Chartres, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVANDIE

19 Rue de la République
BP 1089
76150 Maromme

Références : IC260353
Code AIOT : 0010006622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2026 dans l'établissement NOVANDIE implanté Route de Oinville CS 90024 28704 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien. L'inspection a été annoncée le 27/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVANDIE
- Route de Oinville CS 90024 28704 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien
- Code AIOT : 0010006622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Novandie est un site agro-alimentaire, qui est en charge de la fabrication et du conditionnement de desserts ultra frais pour le groupe ANDROS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.6.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Entreposage des boues en attente d'épandage	AP Complémentaire du 30/04/2007, article 4.2.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Prescriptions spécifiques – BREF FDM – activités spécifiques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre III-17	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales des rejets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température : inférieure à 30°C ; - pH compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 si neutralisation alcaline) - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/L ; - exempt de matière flottante; - ne pas dégrader les réseaux d'égouts ;

- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents;
- hydrocarbures totaux: inférieur à 5mg/L.

Constats :

Visite d'inspection du 27/04/26 :

Lors de la visite, l'exploitant justifie de l'absence de dépassement de température au point de rejet n°1 entre le 1er juin et le 31 août 2025, en projetant à l'écran les relevés de température correspondants, qui sont tous inférieurs à 32 °C.

Ces informations ont été transmises par courrier de l'exploitant daté du 03/10/25 au service régional de l'inspection des installations classées. Une copie a été transmise par courriel du 28/04/26 par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

L'exploitant explique qu'un tamis rotatif a été mis en service en 2024. Les résidus solides associés au fonctionnement de cette installation avaient tendance à obstruer l'échangeur thermique et perturber son fonctionnement. Depuis, une pompe à chaleur a été mise en service et permet un refroidissement plus efficace des installations.

Constat : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites de concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents définies ci-dessous :

Concentration maximale sur échantillon moyen 24h (en mg/L):

- concentration maximale en DCO : 80 mg/L pour un flux maximal de 41 kg/jour en phase 1, 70 kg/jour en phase 2 et 90kg/j en phase 3 ;
- concentration maximale en DBO5 : 12 mg/L pour un flux maximal de 6,5 kg/jour en phase 1, 11 kg/jour en phase 2 et 15kg/j en phase 3;
- concentration maximale en MES : 17,5 mg/L pour un flux maximal de 9 kg/jour en phase 1, 15 kg/jour en phase 2 et 21kg/j en phase 3;
- concentration maximale en azote NGL : 10 mg/L pour un flux maximal de 5 kg/jour en phase 1, 8,6 kg/j en phase 2 et 12 kg/j en phase 3 ;
- concentration maximale en phosphore total : 1 mg/L en sortie de lagunage, pour un flux maximal de 0,5 kg/jour en phase 1, 0,9kg/j en phase 2 et 1,2kg/j en phase 3.

<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/04/26 :</u></p> <p>L'exploitant indique que des VLE identiques ont été retenues pour les rejets aux points n°1 et n°2, alors que le point de rejet n°1 correspond aux rejets en aval de la station d'épuration et que le point de rejet n°2 correspond au rejet des eaux pluviales.</p> <p>Certaines VLE, et en particulier celle associée aux matières en suspension (MES), ne sont pas adaptées aux eaux pluviales, ce qui génère des dépassements.</p> <p>L'exploitant demande que les VLE de l'arrêté du 2 février 1998 soient appliquées au point de rejet n°2 en lieu et place de celles actuellement prescrites, pour les paramètres suivants : MES, DBO5, DCO, NGL, hydrocarbures totaux.</p> <p>L'exploitant a transmis des éléments de justification de cette demande par courrier au service régional de l'inspection des installations classées. Une copie a été transmise par courriel du 27/04/26 à l'inspection des installations classées.</p> <p>La modification des VLE associées au point de rejet n°2 nécessitera une réponse écrite de l'inspection des installations classées après instruction.</p> <p>Constat : Pas d'écart relevé. L'exploitant a justifié les dépassements observés et sa demande de modification des VLE au point de rejet n°2 va être instruite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entreposage des boues en attente d'épandage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2007, article 4.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'entreposage des boues</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs permanents d'entreposage des boues sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.</p> <p>La capacité nécessaire à l'entreposage est au minimum de 6 mois de production ou de 900T. Cette capacité est réalisée par des bennes mobiles bâchées.</p> <p>Les dispositifs d'entreposage doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.</p> <p>Les bennes de boues sont disposées sur une aire étanche, les jus éventuels et les eaux de ruissellement sont collectés vers la station d'épuration.</p> <p>Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.</p> <p>Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>Le dépôt temporaire de boues sur une parcelle d'épandage et sans travaux d'aménagement n'est pas autorisé.</p>
<p>Constats :</p>

<p><u>Visite d'inspection du 27/04/26 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant confirme qu'il ne dispose pas de dispositif permanent d'entreposage des boues sur son site.</p> <p>Il a effectué une demande d'aménagement des dispositions concernant cette obligation par courrier du 21/05/25, justifiée par le fait de disposer d'une filière alternative de gestion des boues pérennes, qui est à ce jour la méthanisation et le compostage avec la société VEOLIA.</p> <p>L'exploitant a transmis une copie de cette demande par courriel du 27/04/26 à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Pas d'écart relevé. La modification de la prescription contrôlée sera actée par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prescriptions spécifiques – BREF FDM – activités spécifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre III-17</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions spécifiques portant sur l'efficacité énergétique dans les secteurs spécifiques suivants :</p> <p>17.1. Secteur de l'industrie laitière</p> <p>17.1. Efficacité énergétique</p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques spécifiées au point 8 et des techniques suivantes.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/04/26 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant projette à l'écran les résultats des calculs de consommation d'énergie spécifique par tonne de matières premières pour les cinq dernières années. Il précise que ce calcul est automatisé depuis 2025.</p> <p>L'exploitant a transmis ces informations au service régional de l'inspection des installations classées par courrier du 27/08/25. Une copie a été transmise par courriel du 27/04/26 à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant calcule sa consommation d'énergie spécifique.</p> <p>Constats : Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

